

Bruxelles, le 3.1.2019  
COM(2018) 800 final/2

ANNEXES 1 to 5

## CORRIGENDUM

This document corrects the annexes to document COM (2018)800 final of 23.10.2018.

The act is not concerned.

Correction of minor errors (typos, references ...).

The text shall read as follows:

## ANNEXES

*de la*

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU  
CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ  
DES RÉGIONS**

**Programme de travail de la Commission pour 2019**

**Tenir nos engagements et préparer l'avenir**

## Annexe I: nouvelles initiatives

N°	Objectif stratégique	Initiatives <sup>1</sup>
<b>Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement</b>		
1.	<b>Relancer l'investissement en Europe</b>	<b>Communication sur le plan d'investissement pour l'Europe: premier bilan et prochaines étapes</b> (initiative non législative, T4/2018)
2.	<b>Un avenir européen durable</b>	<b>Document de réflexion intitulé «Vers une Europe durable d'ici 2030» sur le suivi des objectifs de développement durable des Nations unies, y compris de l'accord de Paris sur le changement climatique»</b> (initiative non législative, T4/2018)
<b>Un marché unique numérique connecté</b>		
3.	<b>Achever le marché unique numérique</b>	<b>Plan coordonné sur le développement de l'intelligence artificielle en Europe</b> (initiative non législative, T4/2018); <b>plan d'action sur la désinformation</b> (initiative non législative, T4/2018); <b>recommandation de la Commission visant à établir un format européen d'échange de dossiers de santé informatisés</b> (initiative non législative, T1/2019)
<b>Une Union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique</b>		
4.	<b>Mettre en œuvre l'accord de Paris</b>	<b>Stratégie en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE à long terme, ainsi que le prévoit l'accord de Paris (avant la conférence de Katowice sur le changement climatique, 3-14 décembre)</b> (initiative non législative, T4/2018)
5.	<b>Achever l'union de l'énergie</b>	<b>4<sup>e</sup> rapport sur l'état de l'union de l'énergie</b> (initiative non législative, T1/2019); <b>rapport concernant le plan d'action stratégique sur les batteries</b> (initiative non législative, T1/2019)
6.	<b>L'avenir de la politique en matière d'énergie et de climat</b>	<b>Vers un nouveau cadre institutionnel pour notre politique en matière d'énergie et de climat d'ici à 2025: options pour un recours accru au vote à la majorité qualifiée et pour une réforme du traité Euratom</b> (initiative non législative, T1/2019)
7.	<b>Objectifs d'efficacité énergétique – préparation du Brexit</b>	<b>Proposition visant à adapter les références aux objectifs d'efficacité énergétique de l'UE (exprimées en valeurs absolues) pour 2030 à une Union à 27</b> (initiative législative, article 194 du TFUE, T4/2018) (préparation du Brexit)
<b>Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée</b>		

<sup>1</sup> Dans la présente annexe, la Commission fournit de plus amples informations, pour autant qu'elles soient disponibles, sur les initiatives prévues dans son programme de travail, conformément à l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer». Les informations figurant entre parenthèses sous la description de chaque initiative sont fournies à titre indicatif uniquement et sont susceptibles de changer au cours du processus préparatoire, compte tenu notamment du résultat de l'analyse d'impact éventuelle. Les points surlignés en gris concernent des initiatives relatives aux perspectives d'avenir de l'Union.

N°	Objectif stratégique	Initiatives <sup>1</sup>
8.	Un marché unique pérenne et équitable	Communication «Vers un marché unique pleinement opérationnel dans un environnement mondial en mutation rapide: éliminer les obstacles et exploiter les nouvelles possibilités dans l'intérêt des citoyens et des entreprises (initiative non législative, T4/2018)
9.	Protection de la santé	Communication sur un cadre complet de l'Union européenne en matière de perturbateurs endocriniens (initiative non législative, T4/2018)
10.	Une réglementation plus efficace pour le marché unique	Une réglementation plus efficace dans le domaine de la fiscalité: passage au vote à la majorité qualifiée dans certains domaines (initiative non législative, T1/2019); une réglementation plus efficace dans le domaine de la politique sociale: renforcer le passage au vote à la majorité qualifiée dans certains domaines (initiative non législative, T1/2019)
<b>Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable</b>		
11.	Promouvoir le rôle international de l'euro	Communication sur le renforcement du rôle international de l'euro (initiative non législative, T4/2018)
<b>Un espace de justice et de droits fondamentaux fondé sur la confiance mutuelle</b>		
12.	État de droit	Renforcer encore le cadre 2014 pour l'état de droit (initiative non législative, T1/2019)
<b>Vers une nouvelle politique migratoire</b>		
13.	Mettre en œuvre la politique commune en matière de visas	Communication sur la réciprocité en matière de visas (initiative non législative, T4/2018)
14.	<i>Politique en matière de visas – préparation du Brexit</i>	<i>Proposition visant à placer le Royaume-Uni sur la liste des pays dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visas ou sur la liste des pays dont les ressortissants sont exemptés de l'obligation de visas (initiative législative, article 77, paragraphe 2, du TFUE, T4/2018) (préparation du Brexit)</i>
<b>Une Union du changement démocratique</b>		
15.	Communiquer sur l'Europe	Communication sur les moyens de rendre l'Union plus unie, plus forte et plus démocratique sur le plan de la communication (initiative non législative, T2/2019)

## Annexe II: initiatives REFIT<sup>2</sup>

N°	Intitulé	Description
<b>Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement</b>		
1.	Bilan de qualité de la directive-cadre sur l'eau et de la directive «inondations» et évaluation de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires	La directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE) est l'instrument le plus complet de la politique européenne en la matière. Son principal objectif est de protéger et d'améliorer les ressources en eau de l'UE afin de parvenir à un bon état des eaux. Le bilan de qualité évaluera cette directive, deux autres directives qui y sont directement liées (directive 2006/118/CE sur les eaux souterraines et directive 2008/105/CE sur les normes de qualité environnementale), ainsi que la directive «inondations» (2007/60/CE), qui a servi de moteur à la mise en place d'une approche de la gestion des risques d'inondations à l'échelle de l'UE. La directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (91/271/CEE) est étroitement liée à la directive-cadre sur l'eau, car elle est essentielle à la réalisation de ses objectifs.
2.	Bilan de qualité des directives concernant la qualité de l'air ambiant	Ce bilan de qualité, qui devrait être achevé en 2019, s'intéressera aux résultats des directives de l'UE sur la qualité de l'air ambiant (2008/50/CE et 2004/107/CE). Ces directives définissent des exigences et des normes relatives à la qualité de l'air qui doivent être respectées partout dans l'UE pour veiller à ce que les États membres surveillent et évaluent de manière adéquate la qualité de l'air sur leur territoire, de manière harmonisée et comparable.
3.	Évaluation du règlement concernant les transferts de déchets	L'évaluation du règlement (CE) n° 1013/2006 portera sur tous les aspects liés à sa mise en œuvre, y compris la question du commerce illicite des déchets. Elle donnera également suite à l' <a href="#">avis IX.3.a-c de la plateforme REFIT</a> adopté le 19.3.2018 dans lequel la plateforme estime qu'un plus grand nombre de types de déchets devrait être ajouté à la «liste verte» et souligne les problèmes posés aux entreprises par l'obligation d'enregistrer les transporteurs de déchets dans tous les États membres.
<b>Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée</b>		
4.	Évaluation de la directive sur la protection juridique des dessins ou modèles et du règlement sur les dessins ou modèles communautaires	L'évaluation de la directive 98/71/CE et du règlement (CE) n° 6/2002 examinera en détail le fonctionnement global du système de protection des dessins ou modèles dans l'Union européenne, y compris au niveau national et de l'UE, au regard notamment de la récente révision de la marque de l'UE, du développement des nouvelles technologies telles que l'impression en 3D et du marché des pièces de rechange.
5.	Évaluation du règlement sur les produits de construction	L'évaluation du règlement (UE) n° 305/2011 est liée à l' <a href="#">avis XII.8.b de la plateforme REFIT</a> adopté le 7.6.2017 et invitant la Commission à réexaminer l'obligation de conserver les déclarations des performances pendant dix ans compte tenu de la distinction entre les détaillants vendant aux entreprises et/ou aux consommateurs, ainsi qu'à l' <a href="#">avis XII.8.c</a> adopté le 23.11.2017 et à l' <a href="#">avis XII.8.a</a> adopté les 27-28.6.2016.

<sup>2</sup> La présente annexe décrit les principaux bilans de qualité et évaluations que nous allons réaliser, ainsi que les évaluations visant à donner suite aux avis de la plateforme REFIT.

N°	Intitulé	Description
6.	Évaluation concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides et l'autorisation des produits phytopharmaceutiques	Cette évaluation portera sur la procédure d'autorisation et notamment le double système selon lequel les substances actives sont autorisées au niveau de l'UE et les produits phytopharmaceutiques au niveau national, ainsi que les délais de mise sur le marché; la reconnaissance mutuelle au niveau national, le système comparatif permettant le remplacement par des substances moins dangereuses, ainsi que le système de fixation des limites maximales de résidus, sa mise en œuvre et ses coûts. L'évaluation couvre le règlement (CE) n° 1107/2009 et le règlement (CE) n° 396/2005. Elle se penchera sur les questions soulevées dans l' <a href="#">avis XI.10.a de la plateforme REFIT</a> sur les substances à usages/sources multiples — Chlorate, adopté le 7.6.2017.
<b>Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable</b>		
7.	Bilan de qualité de l'information prudentielle	Ce bilan de qualité analysera les obligations transsectorielles de déclaration imposées aux autorités de surveillance par la législation de l'UE sur les services financiers (directives sur les exigences de fonds propres - CRR/CRD IV, directive sur les marchés d'instruments financiers - MiFID/MiFIR, règlement sur l'infrastructure du marché européen - EMIR, etc.). Elle donne suite à l' <a href="#">avis X.13.a de la plateforme REFIT</a> adopté le 27.6.2016.
8.	Bilan de qualité concernant la publication d'informations par les entreprises	Ce bilan évaluera les obligations de déclaration des entreprises, notamment la directive comptable (2013/34/UE), la directive sur la publication d'informations non financières (2014/95/UE), la directive sur la transparence (2013/50/UE) et le règlement sur les normes comptables internationales [(CE) n° 1606/2002].
<b>Un espace de justice et de droits fondamentaux fondé sur la confiance mutuelle</b>		
9.	Évaluation de la directive sur l'égalité de rémunération pour un même travail ou un travail de même valeur	L'évaluation de la directive 2006/54/CE portera sur la manière dont les dispositions juridiques en vigueur sur l'égalité de rémunération fonctionnent dans la pratique, les approches mises en œuvre dans les États membres de l'UE, l'efficacité de leur application et la mesure dans laquelle leurs objectifs initiaux ont été atteints.
10.	Crédit à la consommation (directive 2008/48/CE) et commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs (directive 2002/65/CE)	L'évaluation de la directive 2008/48/CE et de la directive 2002/65/CE se penchera sur le fonctionnement du marché du crédit à la consommation, ainsi que sur la commercialisation à distance et la vente de services financiers de détail. L'évaluation du marché du crédit à la consommation examinera notamment les questions soulevées par la <a href="#">plateforme REFIT dans l'avis (VI.4.a-f)</a> qu'elle a adopté le 21.9.2017.

### Annexe III: propositions prioritaires en attente

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
<b>Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement</b>			
1.	Paquet «économie circulaire»	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte)**	COM(2017) 753 final 2017/0332(COD) 1.2.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif aux exigences minimales requises pour la réutilisation de l'eau**	COM(2018) 337 final 2018/0169(COD) 28.5.2018
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique**	COM(2018) 340 final 2018/0172(COD) 30.5.2018
2.	Contrôle des pêches	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil et modifiant les règlements (CE) n° 768/2005, (CE) n° 1967/2006, (CE) n° 1005/2008 du Conseil et le règlement (UE) 2016/1139 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le contrôle des pêches**	COM(2018) 368 final 2018/0193(COD) 30.5.2018
3.	Alignement des obligations en matière de communication d'informations dans le domaine de la politique environnementale	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur l'alignement des obligations en matière de communication d'informations dans le domaine de la politique environnementale et modifiant les directives 86/278/CEE, 2002/49/CE, 2004/35/CE, 2007/2/CE, 2009/147/CE et 2010/63/UE, les règlements (CE) n° 166/2006 et (UE) n° 995/2010 et les règlements (CE) n° 338/97 et (CE) n° 2173/2005 du Conseil**	COM(2018) 381 final 2018/0205(COD) 31.5.2018
4.	Exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services*	COM(2015) 615 final 2015/0278(COD) 2.12.2015
5.	Cadre financier pluriannuel	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme d'appui aux réformes	COM(2018) 391 final 2018/0213(COD) 31.5.2018

<sup>3</sup> \* = Proposition mentionnée dans la déclaration commune sur les priorités législatives de l'Union européenne pour 2018 et 2019, signée par les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

\*\* = Dossiers prioritaires dans le programme de travail de la Commission 2018 et dans la lettre d'intention 2018.

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme InvestEU	COM(2018) 439 final 2018/0229(COD) 6.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL portant mesures d'exécution du système des ressources propres de l'Union européenne	COM(2018) 327 final 2018/0132(APP) 2.5.2018
		Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative au système des ressources propres de l'Union européenne	COM(2018) 325 final 2018/0135(CNS) 2.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (CEE, Euratom) n° 1553/89 concernant le régime uniforme définitif de perception des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée	COM(2018) 328 final 2018/0133(NLE) 2.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition des ressources propres fondées sur l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, sur le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés ainsi qu'aux mesures visant à faire face aux besoins de trésorerie	COM(2018) 326 final 2018/0131(NLE) 2.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027	COM(2018) 322 final 2018/0132(APP) 2.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL établissant le programme d'assistance au déclassé de la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie (programme Ignalina), et abrogeant le règlement (EU) n° 1369/2013 du Conseil	COM(2018) 466 final 2018/0251(NLE) 13.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL établissant un programme de financement spécifique pour le déclassé d'installations nucléaires et la gestion des déchets radioactifs, et abrogeant le règlement (Euratom) n° 1368/2013 du Conseil	COM(2018) 467 final 2018/0252(NLE) 13.6.2018
		Proposition de DÉCISION DU CONSEIL modifiant la décision 2007/198/Euratom instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages	COM(2018) 445 final 2018/0235(NLE) 7.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil	COM(2018) 390 final 2018/0210(COD) 12.6.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et abrogeant le règlement (UE) n° 1293/2013	COM(2018) 385 final 2018/0209(COD) 1.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)	COM(2018) 380 final 2018/0202(COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au Fonds social européen plus (FSE+)	COM(2018) 382 final 2018/0206(COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme «Douane» aux fins de la coopération dans le domaine douanier	COM(2018) 442 final 2018/0232(COD) 8.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme «Fiscalis» aux fins de la coopération dans le domaine fiscal	COM(2018) 443 final 2018/0233(COD) 8.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux-monnayage pour la période 2021-2027 (programme Pericles IV)	COM(2018) 369 final 2018/0194(COD) 31.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la création d'un mécanisme européen de stabilisation des investissements	COM(2018) 387 final 2018/0212(COD) 31.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013	COM(2018) 393 final 2018/0217(COD) 1.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant les règlements (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) n° 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés, (UE) n° 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union et (UE) n° 229/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des îles mineures de la mer Égée	COM(2018) 394 final 2018/0218(COD) 1.6.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (les «plans stratégiques relevant de la PAC») et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil	COM(2018) 392 final 2018/0216(COD) 1.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe et abrogeant les règlements (UE) n° 1316/2013 et (UE) n° 283/2014	COM(2018) 438 final 2018/0228(COD) 6.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, et des statistiques européennes et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014, (UE) n° 258/2014, (UE) n° 652/2014 et (UE) 2017/826	COM(2018) 441 final 2018/0231(COD) 7.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme spatial de l'Union et l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial et abrogeant les règlements (UE) n° 912/2010, (UE) n° 1285/2013, (UE) n° 377/2014 et la décision n° 541/2014/UE	COM(2018) 447 final 2018/0236(COD) 6.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le Fonds européen de la défense	COM(2018) 476 final 2018/0254(COD) 13.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme «Corps européen de solidarité» et abrogeant le [règlement relatif au corps européen de solidarité] et le règlement (UE) n° 375/2014	COM(2018) 440 final 2018/0230(COD) 11.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme «Europe créative» (2021 à 2027) et abrogeant le règlement (UE) n° 1295/2013	COM(2018) 366 final 2018/0190(COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant «Erasmus», le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement (UE) n° 1288/2013	COM(2018) 367 final 2018/0191(COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas	COM(2018) 375 final 2018/0196(COD) 29.5.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion	COM(2018) 372 final 2018/0197(COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la création d'un mécanisme visant à lever les obstacles juridiques et administratifs dans un contexte transfrontalier	COM(2018) 373 final 2018/0198(COD) 29.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant dispositions particulières relatives à l'objectif «Coopération territoriale européenne» (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur	COM(2018) 374 final 2018/0199(COD) 29.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales	COM(2018) 398 final 2018/0222(NLE) 6.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» et définissant ses règles de participation et de diffusion	COM(2018) 435 final 2018/0224(COD) 7.6.2018
		Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe»	COM(2018) 436 final 2018/0225(COD) 7.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL établissant le programme de recherche et de formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour la période 2021–2025 complétant le programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe»	COM(2018) 437 final 2018/0226(NLE) 7.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme pour une Europe numérique pour la période 2021-2027	COM(2018) 434 final 2018/0227(COD) 6.6.2018
6.	Mécanisme pour l'interconnexion en Europe 2014-2020: retrait du Royaume-Uni de l'Union [modifiant le règlement (UE) n° 1316/2013] <b>(Préparation du Brexit)</b>	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1316/2013 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union	COM(2018) 568 final 2018/0299(COD) 1.8.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
7.	Règles et normes communes concernant les organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires: retrait du Royaume-Uni de l'Union [modifiant le règlement (CE) n° 391/2009] <b>(Préparation du Brexit)</b>	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 391/2009 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union	COM(2018) 567 final 2018/0298(COD) 1.8.2018
<b>Un marché unique numérique connecté</b>			
8.	Contrats numériques	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique*	COM(2015) 634 final 2015/0287(COD) 9.12.2015
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens*	COM(2015) 635 final 2015/0288(COD) 9.12.2015
9.	Mise en œuvre et fonctionnement du nom de domaine de premier niveau .eu	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la mise en œuvre et le fonctionnement du nom de domaine de premier niveau .eu et abrogeant le règlement (CE) n° 733/2002 et le règlement (CE) n° 874/2004 de la Commission**	COM(2018) 231 final 2018/0110(COD) 27.4.2018
10.	Réutilisation des informations du secteur public (refonte)	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la réutilisation des informations du secteur public (refonte)**	COM(2018) 234 final 2018/0111(COD) 25.4.2018
11.	Promotion de l'équité et de la transparence pour les entreprises utilisatrices des services d'intermédiation en ligne	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices des services d'intermédiation en ligne*	COM(2018) 238 final 2018/0112(COD) 26.4.2018
12.	Respect de la vie privée et protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques (vie privée et communications électroniques)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques et abrogeant la directive 2002/58/CE (règlement «vie privée et communications électroniques»)*	COM(2017) 10 final 2017/0003(COD) 10.1.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
13.	Cybersécurité	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à l'ENISA, Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013, et relatif à la certification des technologies de l'information et des communications en matière de cybersécurité (règlement sur la cybersécurité)*	COM(2017) 477 final 2017/0225 (COD) 13.9.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et le Réseau de centres nationaux de coordination – Contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants des 19 et 20 septembre 2018 à Salzbourg**	COM(2018) 630 final 2018/0328 (COD) 12.9.2018
14.	Paquet «Droits d'auteur»	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique	COM(2016) 593 final 2016/0280 (COD) 14.9.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines diffusions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions d'émissions de télévision et de radio*	COM(2016) 594 final 2016/0284 (COD) 14.9.2016
<b>Une Union plus résiliente sur le plan de l'énergie, dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique</b>			
15.	Paquet «Mobilité et changement climatique»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO2 pour les nouveaux véhicules lourds**	COM(2018) 284 final 2018/0143 (COD) 17.5.2018
		Proposition de règlement du PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves et pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO2 des véhicules légers et modifiant le règlement (CE) n° 715/2007 (refonte)*	COM(2017) 676 final 2017/0293 (COD) 8.11.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1073/2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus*	COM(2017) 647 final 2017/0288 (COD) 8.11.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 92/106/CEE relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre États membres*	COM(2017) 648 final 2017/0290 (COD) 8.11.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2009/33/CE relative à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergies*	COM(2017) 653 final 2017/0291 (COD) 8.11.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
16.	Règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel: gazoducs à destination et en provenance de pays tiers	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel**	COM(2017) 660 final 2017/0294 (COD) 8.11.2017
17.	Paquet «Énergie propre»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE*	COM(2016) 862 final 2016/0377 (COD) 30.11.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL instituant une Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie (refonte)*	COM(2016) 863 final 2016/0378 (COD) 30.11.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur le marché intérieur de l'électricité (refonte)*	COM(2016) 861 final 2016/0379 (COD) 30.11.2016
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (refonte)*	COM(2016) 864 final 2016/0380 (COD) 30.11.2016
18.	Paquet «L'Europe en mouvement»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport**	COM(2018) 277 final 2018/0138 (COD) 17.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un système de guichet unique maritime européen et abrogeant la directive 2010/65/UE**	COM(2018) 278 final 2018/0139 (COD) 17.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant les informations électroniques relatives au transport de marchandises**	COM(2018) 279 final 2018/0140 (COD) 17.5.2018
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route*	COM(2017) 282 final 2017/0113 (COD) 31.5.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures*	COM(2017) 275 final 2017/0114 (COD) 31.5.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier**	COM(2017) 278 final 2017/0121 (COD) 31.5.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 561/2006 en ce qui concerne les exigences minimales relatives aux durées maximales de conduite journalière et hebdomadaire et à la durée minimale des pauses et des temps de repos journalier et hebdomadaire, et le règlement (UE) n° 165/2014 en ce qui concerne la localisation au moyen de tachygraphes**	COM(2017) 277 final 2017/0122 (COD) 31.5.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1071/2009 et le règlement (CE) n° 1072/2009 en vue de les adapter aux évolutions du secteur*	COM(2017) 281 final 2017/0123 (COD) 31.5.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union (refonte) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)*	COM(2017) 280 final 2017/0128 (COD) 31.5.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, en ce qui concerne certaines dispositions concernant la taxation des véhicules**	COM(2017) 276 final 2017/0115 (CNS) 31.5.2017
19.	Mettre fin aux changements d'heure saisonniers	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL mettant fin aux changements d'heure saisonniers et abrogeant la directive 2000/84/CE**	COM(2018) 639 final 2018/0332 (COD) 12.9.2018
<b>Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée</b>			
20.	Paquet «Finance durable»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur l'établissement d'un cadre pour favoriser les investissements durables**	COM(2018) 353 final 2018/0178 (COD) 24.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la publication d'informations relatives aux investissements durables et aux risques en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2016/2341**	COM(2018) 354 final 2018/0179 (COD) 24.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne les indices de référence correspondant à une faible intensité de carbone et les indices de référence correspondant à un bilan carbone positif**	COM(2018) 355 final 2018/0180 (COD) 24.5.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
21.	Fonds d'investissement transfrontières	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la distribution transfrontière des fonds communs de placement**	COM(2018) 92 final 2018/0041 (COD) 12.3.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties**	COM(2018) 93 final 2018/0042 (COD) 12.3.2018
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant la directive 2009/65/CE et la directive 2014/59/UE**	COM(2018) 94 final 2018/0043 (COD) 12.3.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL visant à faciliter la distribution transfrontière des fonds communs de placement et modifiant les règlements (UE) n° 345/2013 et (UE) n° 346/2013**	COM(2018) 110 final 2018/0045 (COD) 12.3.2018
22.	Services de financement participatif	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers**	COM(2018) 99 final 2018/0047 (COD) 8.3.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entreprises**	COM(2018) 113 final 2018/0048 (COD) 8.3.2018
23.	Couverture minimale des pertes sur les expositions non performantes	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne la couverture minimale des pertes sur les expositions non performantes**	COM(2018) 134 final 2018/0060 (COD) 14.3.2018
24.	Modifications du règlement sur l'infrastructure du marché européen	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 en ce qui concerne l'obligation de compensation, la suspension de l'obligation de compensation, les obligations de déclaration, les techniques d'atténuation des risques pour les contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale, l'enregistrement et la surveillance des référentiels centraux et les exigences applicables aux référentiels centraux**	COM(2017) 208 final 2017/0090 (COD) 4.5.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 en ce qui concerne les procédures d'agrément des contreparties centrales et les autorités qui y participent, ainsi que les conditions de reconnaissance des contreparties centrales des pays tiers**	COM(2017) 331 final 2017/0136 (COD) 20.9.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
25.	Produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à un produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle**	COM(2017) 343 final 2017/0143 (COD) 29.6.2017
26.	Tâches, gouvernance et ressources des autorités européennes de surveillance	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 345/2013 relatif aux fonds de capital-risque européens, le règlement (UE) n° 346/2013 relatif aux fonds d'entrepreneuriat social européens, le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2015/760 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2017/1129 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé**	COM(2017) 536 final 2017/0230 (COD ) 20.9.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II)**	COM(2017) 537 final 2017/0231 (COD) 20.9.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1092/2010 relatif à la surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union européenne et instituant un Comité européen du risque systémique**	COM(2017) 538 final 2017/0232 (COD) 20.9.2017
27.	Exigences et surveillance des entreprises d'investissement	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 1093/2010**	COM(2017) 790 final 2017/0359 (COD) 20.12.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2013/36/UE et 2014/65/UE**	COM(2017) 791 final 2017/0358 (COD) 20.12.2017
28.	Communication d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices**	COM(2016) 198 final 2016/0107 (COD) 12.4.2016

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
29.	Transparence et durabilité de l'évaluation du risque au niveau de l'UE dans la chaîne alimentaire	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la transparence et à la pérennité de l'évaluation des risques de l'UE dans la chaîne alimentaire, modifiant le règlement (CE) n° 178/2002 [relatif à la législation alimentaire générale], la directive 2001/18/CE [relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement], le règlement (CE) n° 1829/2003 [concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés], le règlement (CE) n° 1831/2003 [relatif aux additifs destinés à l'alimentation des animaux], le règlement (CE) n° 2065/2003 [relatif aux arômes de fumée], le règlement (CE) n° 1935/2004 [concernant les matériaux destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires], le règlement (CE) n° 1331/2008 [établissant une procédure d'autorisation uniforme pour les additifs, enzymes et arômes alimentaires], le règlement (CE) n° 1107/2009 [concernant les produits phytopharmaceutiques] et le règlement (UE) 2015/2283 [relatif aux nouveaux aliments]**	COM(2018) 179 final 2018/0088 (COD) 11.4.2018
30.	Dimension sociale du marché intérieur	<p>Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant une Autorité européenne du travail**</p> <p>Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail (troisième série)**</p> <p>Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne**</p> <p>Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil**</p> <p>Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) et abrogeant le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil**</p> <p>Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et le règlement (CE) n° 987/2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour la Suisse)*</p>	<p>COM(2018) 131 final 2018/0064 (COD) 13.3.2018</p> <p>COM(2018) 171 final 2018/0081 (COD) 5.4.2018</p> <p>COM(2017) 797 final 2017/0355 (COD) 21.12.2017</p> <p>COM(2017) 253 final 2017/0085 (COD) 26.4.2017</p> <p>COM(2016) 531 final 2016/0256 (COD) 23.8.2016</p> <p>COM(2016) 815 final 2016/0397 (COD) 13.12.2016</p>
31.	Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: régime particulier des petites entreprises	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises**	COM(2018) 21 final 2018/0006 (CNS) 18.1.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
32.	Justice fiscale	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques**	COM(2018) 148 final 2018/0073 (CNS) 21.3.2018
		Proposition de directive du Conseil établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative**	COM(2018) 147 final 2018/0072 (CNS) 21.3.2018
33.	Paquet sur la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée et instaurant le système définitif de taxation des échanges entre les États membres**	COM(2017) 569 final 2017/0251 (CNS) 4.10.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne le statut d'assujetti certifié**	COM(2017) 567 final 2017/0248 (CNS) 4.10.2017
34.	Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS)**	COM(2016) 683 final 2016/0336 (CNS) 25.10.2016
		Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés**	COM(2016) 685 final 2016/0337 (CNS) 25.10.2016
35.	Régime général d'accise	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL établissant le régime général d'accise (refonte)**	COM(2018) 346 final 2018/0176 (CNS) 25.5.2018
36.	Pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire**	COM(2018) 173 final 2018/0082 (COD) 12.4.2018
37.	Certificat complémentaire de protection pour les médicaments	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 469/2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments**	COM(2018) 317 final 2018/0161 (COD) 28.5.2018
38.	Paquet «services»	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur l'application de la directive 2006/123/CE relative aux services dans le marché intérieur, établissant une procédure de notification des régimes d'autorisation et des exigences en matière de services, et modifiant la directive 2006/123/CE et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur**	COM(2016) 821 final 2016/0398 (COD) 10.1.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative au cadre juridique et opérationnel applicable à la carte électronique européenne de services introduite par le règlement... [règlement CES]...**	COM(2016) 823 final 2016/0402 (COD) 10.1.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant introduction d'une carte électronique européenne de services et de facilités administratives connexes**	COM(2016) 824 final 2016/0403 (COD) 10.1.2017
39.	Conditions et procédure qui permettent à la Commission de demander aux entreprises de fournir des renseignements	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL fixant les conditions et la procédure qui permettent à la Commission de demander aux entreprises et associations d'entreprises de fournir des renseignements en rapport avec le marché intérieur et des domaines connexes**	COM(2017) 257 final 2017/0087 (COD) 2.5.2017
40.	Paquet «Produits»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des règles et des procédures concernant le respect et l'application effective de la législation d'harmonisation de l'Union relative aux produits et modifiant les règlements (UE) n° 305/2011, (UE) n° 528/2012, (UE) 2016/424, (UE) 2016/425, (UE) 2016/426 et (UE) 2017/1369 du Parlement européen et du Conseil, et les directives 2004/42/CE, 2009/48/CE, 2010/35/UE, 2013/29/UE, 2013/53/UE, 2014/28/UE, 2014/29/UE, 2014/30/UE, 2014/31/UE, 2014/32/UE, 2014/33/UE, 2014/34/UE, 2014/35/UE, 2014/53/UE, 2014/68/UE et 2014/90/UE du Parlement européen et du Conseil**	COM(2017) 795 final 2017/0353 (COD) 19.12.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre**	COM(2017) 796 final 2017/0354 (COD) 19.12.2017
41.	Paquet «Droit des sociétés»	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés**	COM(2018) 239 final 2018/0113 (COD) 25.4.2018
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières**	COM(2018) 241 final 2018/0114 (COD) 25.4.2018
42.	Procédures d'insolvabilité et d'apurement	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative aux cadres de restructuration préventifs, à la seconde chance et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et d'apurement et modifiant la directive 2012/30/UE**	COM(2016) 723 final 2016/0359 (COD) 22.11.2016

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
43.	Législation de l'UE en matière de réception par type en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union <b>(Préparation du Brexit)</b>	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL complétant la législation de l'UE en matière de réception par type en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union	COM(2018) 397 final 2018/0220 (COD) 4.6.2018
<b>Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable</b>			
44.	Titres adossés à des obligations souveraines	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant les titres adossés à des obligations souveraines*	COM(2018) 339 final 2018/0171 (COD) 24.5.2018
45.	Gestionnaires de crédits, acheteurs de crédits et recouvrement de garantie	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur les gestionnaires de crédits, les acheteurs de crédits et le recouvrement de garantie**	COM(2018) 135 final 2018/0063 (COD) 14.3.2018
46.	Appui aux réformes structurelles dans les États membres	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, en ce qui concerne l'appui aux réformes structurelles dans les États membres*	COM(2017) 826 final 2017/0336 (COD) 6.12.2017
47.	Renforcement de la responsabilité budgétaire et de l'orientation budgétaire à moyen terme dans les États membres	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL établissant les dispositions en vue du renforcement de la responsabilité budgétaire et de l'orientation budgétaire à moyen terme dans les États membres*	COM(2017) 824 final 2017/0335 (CNS) 6.12.2017
48.	Paquet «Secteur bancaire»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012*	COM(2016) 850 final 2016/0360 (COD) 23.11.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*	COM(2016) 851 final 2016/0361 (COD) 23.11.2016

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant les directives 98/26/CE, 2002/47/CE, 2012/30/UE, 2011/35/UE, 2005/56/CE, 2004/25/CE et 2007/36/CE*	COM(2016) 852 final 2016/0362 (COD) 23.11.2016
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres*	COM(2016) 854 final 2016/0364 (COD) 23.11.2016
49.	Redressement et résolution des contreparties centrales	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012 et (UE) 2015/2365*	COM(2016) 856 final 2016/0365 (COD) 28.11.2016
50.	Système européen d'assurance des dépôts	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 afin d'établir un système européen d'assurance des dépôts*	COM(2015) 586 final 2015/0270 (COD) 24.11.2015
51.	Représentation unifiée de la zone euro au sein du Fonds monétaire international	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL arrêtant des mesures en vue d'établir progressivement une représentation unifiée de la zone euro au sein du Fonds monétaire international**	COM(2015) 603 final 2015/250 (NLE) 21.10.2015
52.	Lutte contre le blanchiment de capitaux	Proposition modifiée de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant modification du règlement (CE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne); du règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles); du règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers); du règlement (UE) n° 345/2013 relatif aux fonds de capital-risque européens; du règlement (UE) n° 346/2013 relatif aux fonds d'entrepreneuriat social européens; du règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers; du règlement (UE) 2015/760 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme; du règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement; du règlement (UE) 2017/1129 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé; et de la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme**	COM(2018) 646 final 2017/0230 (COD) 12.9.2018
53.	Fonds monétaire européen	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL concernant la création du Fonds monétaire européen*	COM(2017) 827 final 2017/0333 (APP) 6.12.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
54.	Cadre financier pluriannuel	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL étendant aux États membres non participants l'application du règlement (UE) n° .../2018 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage pour la période 2021-2027 (programme Pericles IV)	COM(2018) 371 final 2018/0219 (APP) 31.5.2018
<b>Commerce: une politique commerciale équilibrée et novatrice pour maîtriser la mondialisation</b>			
55.	Filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne*	COM(2017) 487 final 2017/0224 (COD) 13.9.2017
56.	Proposition modifiée, accès des produits et services des pays tiers au marché intérieur de l'Union européenne (Marchés publics avec des pays tiers)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'accès des produits et services des pays tiers au marché intérieur des marchés publics de l'Union et établissant des procédures visant à faciliter les négociations relatives à l'accès des produits et services originaires de l'Union aux marchés publics des pays tiers**	COM(2016) 34 final 2012/0060 (COD) 29.1.2016
57.	Contingents tarifaires figurant sur la liste de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après le retrait du Royaume-Uni de l'Union (Préparation du Brexit)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la répartition des contingents tarifaires de la liste OMC de l'Union après le retrait du Royaume-Uni de l'Union et modifiant le règlement (CE) n° 32/2000 du Conseil	COM(2018) 312 final 2018/0158 (COD) 22.5.2018
<b>Un Espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle</b>			
58.	Commercialisation et utilisation de précurseurs d'explosifs	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la commercialisation et à l'utilisation de précurseurs d'explosifs, modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 et abrogeant le règlement (UE) n° 98/2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs**	COM(2018) 209 final 2018/0103 (COD) 17.4.2018
59.	Utilisation d'informations financières et autres aux fins de la prévention et de la détection de certaines infractions pénales et des enquêtes et poursuites en la matière	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'autre nature aux fins de la prévention et de la détection de certaines infractions pénales, et des enquêtes et des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil*	COM(2018) 213 final 2018/0105 (COD) 17.4.2018
60.	Lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil**	COM(2017) 489 final 2017/0226 (COD) 13.9.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
61.	Interopérabilité entre les systèmes d'information de l'UE	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE (frontières et visas) et modifiant la décision 2004/512/CE du Conseil, le règlement (CE) n° 767/2008, la décision 2008/633/JAI du Conseil, le règlement (UE) 2016/399 et le règlement (UE) 2017/2226*	COM(2017) 793 final 2017/0351 (COD) 12.12.2017
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE (coopération policière et judiciaire, asile et migration)*	COM(2017) 794 final 2017/0352 (COD) 12.12.2017
62.	Prévention de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne Une contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants à Salzbourg les 19 et 20 septembre 2018**	COM(2018) 640 final 2018/0331 (COD) 12.9.2018
63.	Mécanisme de protection civile de l'Union	Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la décision n° 1313/2013/UE relative au mécanisme de protection civile de l'Union**	COM(2017) 772 final 2017/0309 (COD) 23.11.2017
64.	Protection des consommateurs	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative aux actions représentatives dans le domaine de la protection des intérêts collectifs des consommateurs, et abrogeant la directive 2009/22/CE**	COM(2018) 184 final 2018/0089 (COD) 11.4.2018
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993, la directive 98/6/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil concernant une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'UE**	COM(2018) 185 final 2018/0090 (COD) 11.4.2018
65.	Renforcement de la sécurité des cartes d'identité	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des titres de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation**	COM(2018) 212 final 2018/0104 (COD) 17.4.2018
66.	Proposition relative à la protection des lanceurs d'alerte	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union**	COM(2018) 218 final 2018/0106 (COD) 23.4.2018
67.	Injonctions européennes de production et de conservation de preuves électroniques en matière pénale	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif aux injonctions européennes de production et de conservation de preuves électroniques en matière pénale*	COM(2018) 225 final 2018/0108 (COD) 17.4.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
68.	Système européen d'information sur les casiers judiciaires	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides, qui vise à compléter et à soutenir le système européen d'information sur les casiers judiciaires (système ECRIS-TCN), et modifiant le règlement (UE) n° 1077/2011*	COM(2017) 344 final 2017/0144 (COD) 29.6.2017
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil en ce qui concerne les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), et remplaçant la décision 2009/316/JAI du Conseil*	COM(2016) 7 final 2016/0002 (COD) 19.1.2016
69.	Titre de voyage provisoire de l'UE	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne et abrogeant la décision 96/409/PESC**	COM(2018) 358 final 2018/0186 (CNS) 31.5.2018
70.	Matière civile et commerciale	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes»)**	COM(2018) 379 final 2018/0204 (COD) 31.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale**	COM(2018) 378 final 2018/0203 (COD) 31.5.2018
71.	Cadre financier pluriannuel	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la protection du budget de l'Union en cas de défaillance généralisée de l'état de droit dans un État membre	COM(2018) 324 final 2018/0136 (COD) 2.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude	COM(2018) 386 final 2018/0211 (COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme «Droits et valeurs»	COM(2018) 383 final 2018/0207 (COD) 30.5.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme «Justice»	COM(2018) 384 final 2018/0208 (COD) 30.5.2018

Vers une nouvelle politique migratoire

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
72.	Code des visas	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant modification du règlement (CE) n° 810/2009 établissant un code communautaire des visas (code des visas)**	COM(2018) 252 final 2018/0061 (COD) 14.3.2018
73.	Systèmes d'information sur les visas	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 767/2008, le règlement (CE) n° 810/2009, le règlement (UE) 2017/2226, le règlement (UE) 2016/399, le règlement (UE) n° XX/2018 [règlement sur l'interopérabilité] et la décision 2004/512/CE et abrogeant la décision 2008/633/JAI du Conseil**	COM(2018) 302 final 2018/0152 (COD) 16.5.2018
74.	Réseau européen d'officiers de liaison «Immigration»	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la création d'un réseau européen d'officiers de liaison «Immigration» (refonte)**	COM(2018) 303 final 2018/0153 (COD) 16.5.2018
75.	Réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) 2016/399 en ce qui concerne les règles applicables à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures**	COM(2017) 571 final 2017/0245 (COD) 27.9.2017
76.	Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant l'action commune 98/700/JAI du Conseil, le règlement (UE) n° 1052/2013 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (UE) 2016/1624 du Parlement européen et du Conseil Contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants à Salzbourg les 19 et 20 septembre 2018**	COM(2018) 631 final 2018/0330 (COD) 12.9.2018
77.	Politique de retour	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (refonte) Contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants des 19 et 20 septembre 2018 à Salzbourg**	COM(2018) 634 final 2018/0329 (COD) 12.9.2018
78.	Entrée et séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi nécessitant des compétences élevées («proposition relative à la carte bleue»)	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi nécessitant des compétences élevées*	COM(2016) 378 final 2016/0176 (COD) 7.6.2016
79.	Régime d'asile européen commun	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et abrogeant le règlement (UE) n° 439/2010  Proposition modifiée de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et abrogeant le règlement (UE) n° 439/2010 Contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants à Salzbourg, les 19 et 20 septembre 2018**	COM(2016) 271 final  COM(2018) 633 final 2016/0131 (COD) 12.9.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la création d'«Eurodac» pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du [règlement (UE) n° 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride], et de l'identification des ressortissants de pays tiers ou apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives (refonte)*	COM(2016) 272 final 2016/0132 (COD) 4.5.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (refonte)* (réforme du système de Dublin)	COM(2016) 270 final 2016/0133 (COD) 4.5.2016
		Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte)*	COM(2016) 465 final 2016/0222 (COD) 13.7.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, et modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée*	COM(2016) 466 final 2016/0223 (COD) 13.7.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE*	COM(2016) 467 final 2016/0224 (COD) 13.7.2016
80.	Cadre financier pluriannuel	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant, dans le cadre du Fonds pour la gestion intégrée des frontières, l'instrument de soutien financier dans le domaine de la gestion des frontières et des visas	COM(2018) 473 final 2018/0249 (COD) 12.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le Fonds «Asile et migration»	COM(2018) 471 final 2018/0248 (COD) 12.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le Fonds pour la sécurité intérieure	COM(2018) 472 final 2018/0250 (COD) 13.6.2018

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
<b>Une Europe plus forte sur la scène internationale</b>			
81.	Cadre financier pluriannuel	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant création, dans le cadre du Fonds pour la gestion intégrée des frontières, de l'instrument de soutien financier relatif aux équipements de contrôle douanier	COM(2018) 474 final 2018/0258 (COD) 12.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale	COM(2018) 460 final 2018/0243 (COD) 14.6.2018
		Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part («décision d'association outre-mer»)	COM(2018) 461 final 2018/0244 (CNS) 14.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL instituant un instrument européen en matière de sûreté nucléaire complétant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale sur la base du traité Euratom	COM(2018) 462 final 2018/0245 (NLE) 14.6.2018
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III)	COM(2018) 465 final 2018/0247 (COD) 14.6.2018
		Proposition présentée au Conseil par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, avec le soutien de la Commission, en vue d'une décision du Conseil établissant une facilité européenne pour la paix (fonds hors budget pour la durée du prochain cadre financier pluriannuel)	HR(2018) 94
<b>Une Union du changement démocratique</b>			
82.	Comitologie	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL adaptant aux articles 290 et 291 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne une série d'actes juridiques prévoyant le recours à la procédure de réglementation avec contrôle**	COM(2016) 799 final 2016/0400 (COD) 14.12.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL adaptant à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne une série d'actes juridiques dans le domaine de la justice prévoyant le recours à la procédure de réglementation avec contrôle	COM(2016) 798 final 2016/0399 (COD) 14.12.2016
		Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant modification du règlement (UE) n° 182/2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission	COM(2017) 85 final 2017/035 (COD) 14.2.2017

N°	Objet	Intitulé complet <sup>3</sup>	Référence
83.	Protection des données à caractère personnel dans le contexte des élections au Parlement européen	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 1141/2014 en ce qui concerne une procédure de vérification relative aux infractions aux règles en matière de protection des données à caractère personnel dans le contexte des élections au Parlement européen Contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants qui aura lieu à Salzbourg les 19 et 20 septembre 2018 **	COM(2018) 636 final 2018/0336 (COD) 12.9.2018
84.	Initiative citoyenne européenne	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à l'initiative citoyenne européenne*	COM(2017) 482 final 2017/0220 (COD) 13.9.2017

## Annexe IV: retraits<sup>4</sup>

N°	Référence COM/interinstitutionnelle	Intitulé	Motifs du retrait
<b>Affaires économiques et financières, fiscalité et douanes</b>			
1.	SEC(2008) 2302 final	Recommandation de DÉCISION DU CONSEIL autorisant la Commission à négocier un accord avec le Royaume de Norvège en vue de l'application de mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts	Obsolète: cette question est couverte dans le cadre de la norme commune de déclaration (NCD) en matière fiscale, élaborée en réponse à la demande du G20 et approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014. L'accord multilatéral mettant en œuvre la NCD couvre l'UE et la Norvège.
2.	COM(2009) 644 final 2008/0234 (CNS)	Proposition modifiée de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Principauté de Liechtenstein, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers et assurer l'échange de renseignements en matière fiscale	Obsolète: la question est couverte par l'accord UE-Liechtenstein en matière de fiscalité de l'épargne, tel que modifié en 2015 («accord sur l'échange automatique d'informations fiscales»), qui est conforme à la norme commune de déclaration (NCD) de l'OCDE en matière fiscale.
3.	COM(2009) 648 final 2008/0234 (CNS)	Proposition modifiée de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Principauté de Liechtenstein, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers et assurer l'échange de renseignements en matière fiscale	Obsolète: la question est couverte par l'accord UE-Liechtenstein en matière de fiscalité de l'épargne, tel que modifié en 2015 («accord sur l'échange automatique d'informations fiscales»), qui est conforme à la norme commune de déclaration (NCD) de l'OCDE en matière fiscale.
<b>Affaires maritimes et pêche</b>			
4.	COM(2012) 21 final 2012/0013 (COD)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1342/2008 du Conseil du 18 décembre 2008 établissant un plan à long terme pour les stocks de cabillaud et les pêcheries exploitant ces stocks	Obsolète: cette question est couverte par le nouveau plan de gestion pluriannuel pour la mer du Nord [RÈGLEMENT (UE) 2018/973, JO L 179 du 16.7.2018].

<sup>4</sup> Cette liste comprend les propositions législatives en instance que la Commission a l'intention de retirer dans un délai de six mois (d'ici à avril 2019).

N°	Référence COM/interinstitutionnelle	Intitulé	Motifs du retrait
<b>Sécurité et migration</b>			
5.	COM(2016) 491 final 2016/0236 (COD)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un système de certification européen pour les équipements d'inspection/filtrage utilisés aux fins de la sûreté aérienne	À la suite de discussions interinstitutionnelles, les parties sont convenues qu'il serait plus efficace d'établir un système de certification européen en modifiant les dispositions d'exécution sur la base de l'article 4, paragraphe 3, et de l'article 18, point a), du règlement (CE) n° 300/2008 concernant des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. La Commission entamera les préparatifs en vue d'une éventuelle modification des dispositions d'exécution du règlement (CE) n° 300/2008.
6.	COM(2015) 452 final 2015/0211 (COD)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant une liste commune de l'Union de pays d'origine sûrs aux fins de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, et modifiant la directive 2013/32/UE	Une approche actualisée en la matière est exposée dans la proposition de règlement sur les procédures d'asile [COM(2016) 467 final], qui relève de la procédure interinstitutionnelle dans le cadre du train de mesures sur la réforme du régime d'asile européen commun.
7.	COM(2014) 382 final 2014/0202 (COD)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement(UE) n° 604/2013 en ce qui concerne la détermination de l'État membre responsable de l'examen de la demande de protection internationale d'un mineur non accompagné dont aucun membre de la famille, frère ou sœur ou proche ne se trouve en séjour régulier dans un État membre	Une approche actualisée en la matière est exposée dans la proposition relative à la réforme du système de Dublin [COM(2016) 270 final], qui relève de la procédure interinstitutionnelle dans le cadre du train de mesures sur la réforme du régime d'asile européen commun.
8.	COM(2015) 450 final 2015/0208/COD	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un mécanisme de relocalisation en cas de crise et modifiant le règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride	Une approche actualisée en la matière est exposée dans la proposition relative à la réforme du système de Dublin [COM(2016) 270 final], qui relève de la procédure interinstitutionnelle dans le cadre du train de mesures sur la réforme du régime d'asile européen commun.
9.	COM(2018) 167 final	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL autorisant la Commission à approuver, au nom de l'Union, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans le domaine de la coopération au développement	Cette proposition n'est plus nécessaire, étant donné que l'adoption du Pacte mondial fera l'objet d'un processus en deux étapes: l'adoption de la solution négociée lors de la conférence intergouvernementale, puis l'approbation formelle par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Proposition liée au COM(2018) 168.

N°	Référence COM/interinstitutionnelle	Intitulé	Motifs du retrait
10.	COM(2018) 168 final	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL autorisant la Commission à approuver, au nom de l'Union, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans le domaine de la politique d'immigration	Cette proposition n'est plus nécessaire, étant donné que l'adoption du Pacte mondial fera l'objet d'un processus en deux étapes: l'adoption de la solution négociée lors de la conférence intergouvernementale, puis l'approbation formelle par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies.

## Annexe V: liste des abrogations envisagées

N°	Domaine d'action	Intitulé	Motifs de l'abrogation
1.	Union des marchés des capitaux	Directive 2001/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 mai 2001 concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs	La plupart des exigences de cette directive sont désormais couvertes par la directive 2013/50/UE (directive modifiée sur la transparence) et le règlement sur les prospectus. Les autres dispositions applicables de la directive 2001/34/CE peuvent être abrogées.
2.	Fiscalité et douane	Règlement (CE) n° 964/2007 de la Commission du 14 août 2007 fixant les modalités d'ouverture et de gestion des contingents tarifaires applicables au riz originaire des pays les moins avancés, pour les campagnes de commercialisation 2007/2008 et 2008/2009	Obsolète: les contingents tarifaires visés par cet acte faisaient partie de la période de mise en œuvre de l'initiative «Tout sauf les armes» de 2001. Ils n'existent plus étant donné que, depuis 2009, les contingents tarifaires ne sont plus utilisés et le commerce du riz en provenance de ces pays est désormais libre de droits et de contingents.
3.	Fiscalité et douane	Règlement (CEE) n° 3512/80 de la Commission, du 23 décembre 1980, portant dérogation, pour les pays du Marché commun de l'Amérique centrale, aux articles 1 <sup>er</sup> , 6 et 12 du règlement (CEE) n° 3510/80 de la Commission, du 23 décembre 1980, relatif à la définition de la notion de produits originaires pour l'application de préférences tarifaires accordées par la Communauté économique européenne à certains produits de pays en voie de développement	Obsolète: cet acte porte sur les règles d'origine applicables aux systèmes de préférences généralisées (SPG) de l'Union qui sont devenues obsolètes [règlement (CEE) n° 3322/80 du Conseil du 16 décembre 1980]. Il déroge à certains articles d'un autre acte [règlement (CEE) n° 3510/80], qui a déjà été abrogé.
4.	Fiscalité et douane	Règlement (CEE) n° 3513/80 de la Commission, du 23 décembre 1980, portant dérogation, pour les pays ayant signé l'accord de Carthagène (Groupe andin), aux articles 1 <sup>er</sup> , 6 et 12 du règlement (CEE) n° 3510/80 de la Commission, du 23 décembre 1980, relatif à la définition de la notion de produits originaires pour l'application de préférences tarifaires accordées par la Communauté économique européenne à certains produits de pays en voie de développement	Obsolète: cet acte porte sur les règles d'origine applicables aux systèmes de préférences généralisées (SPG) de l'Union qui sont devenues obsolètes [règlement (CEE) n° 3322/80 du Conseil du 16 décembre 1980]. Il déroge à certains articles d'un autre acte [règlement (CEE) n° 3510/80], qui a déjà été abrogé.
5.	Sécurité alimentaire	Directive 78/142/CEE du Conseil du 30 janvier 1978 relative au rapprochement des législations des États membres en ce qui concerne les matériaux et objets contenant du chlorure de vinyle monomère destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires	Les questions traitées par cette directive du Conseil sont couvertes par le champ d'application et les dispositions du règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires. La directive du Conseil est donc devenue obsolète.
6.	Sécurité alimentaire	Directive 85/572/CEE du Conseil du 19 décembre 1985 fixant la liste des simulants à utiliser pour vérifier la migration des constituants des matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires	Les questions traitées par cette directive du Conseil sont couvertes par le champ d'application et les dispositions du règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires. La directive du Conseil est donc devenue obsolète.

N°	Domaine d'action	Intitulé	Motifs de l'abrogation
7.	Sécurité alimentaire	Directive 82/711/CEE du Conseil du 18 octobre 1982, établissant les règles de base nécessaires à la vérification de la migration des constituants des matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires	Les questions traitées par cette directive du Conseil sont couvertes par le champ d'application et les dispositions du règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires. La directive du Conseil est donc devenue obsolète.